



Face aux dangers de l'Extrême Droite, un autre projet de société est possible !

Quelques heures après avoir offert au Rassemblement national la plus spectaculaire victoire électorale de son histoire aux élections européennes, Emmanuel Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale et de provoquer précipitamment des élections législatives les 30 juin et 7 juillet prochain. Appeler tout un pays aux urnes dans un délai extrêmement court, ignorer le risque démocratique et les difficultés pratiques d'une telle décision, éprouver durement les institutions pour tenter un coup électoral plus qu'incertain est totalement irresponsable... La brutalité avec laquelle le président fait usage de son pouvoir nourrit beaucoup d'interrogations, jusque dans son propre camp.

Avant le 9 juin, le fond de l'air était brun. Depuis lors, ce sont des menaces qui pèsent sur notre pays, nos institutions. Jamais nos organisations n'auront de cesse de répéter leur attachement aux valeurs de la République, jamais elles n'auront de cesse de lutter contre les intégrismes et contre toutes les formes de discriminations, contre toutes atteintes à notre liberté.

Les positions et déclarations des députés d'extrême droite, à l'occasion de l'examen du Projet de Loi d'Orientation Agricole, notamment, illustrent leur vision étriquée sur les nécessaires transitions écologiques, leur allégeance aux exigences de l'agrobusiness, un danger pour les conditions de travail des 1,5 million de salarié·es de l'agriculture et des saisonnier·s et un mépris pour les agent·s du MASA.

A titre d'exemples, le Rassemblement National nous a déjà gratifié de ses positions concernant l'avenir des services publics :

- ❖ achèvement de la privatisation des services de La Poste par un transfert à Amazon,
- ❖ privatisation de Radio France et de France Télévision qui fera la part belle à Vincent Bolloré,
- ❖ démantèlement du statut de la fonction publique issu du Conseil National de la Résistance dans la droite ligne du projet de réforme du ministre Guerini...

Concernant les missions du MASA, nous ne serons pas épargné avec :

- **Enseignement Agricole Public** : à l'instar des propos tenus par le député RN Tanguy, le 29 mai dernier à propos d'enseignants soit-disant "idéologisés" dans l'Enseignement Agricole, la mise sous tutelle par les syndicats agricoles productivistes pour développer des systèmes de production contraires à une

agriculture respectueuse des hommes et de l'environnement qu'il est nécessaire de promouvoir.

- **Services déconcentrés** : privatisation de l'ensemble des missions de contrôle au profit de l'agrobusiness et de l'agro-alimentaire avec une perte d'indépendance, d'impartialité et d'égalité sur l'ensemble du territoire.
- **Enseignement supérieur et recherche agricole** : privatisation des établissements, au-delà de l'autonomie actuelle, entraînant une perte de la maîtrise publique et asservie à l'agrobusiness et aux grandes exploitations.
- **Administration centrale** : mise au pas des agent·es qui rappelle les propos de Jean-Marie Le Pen qui en 2006 ne doutait pas de la fidélité de la Fonction Publique, une fois arrivé au pouvoir ! Pourquoi pas alors un serment de fidélité !!

Sans oublier les attaques récurrentes de l'extrême droite contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, la remise en cause du droit à l'IVG et des centres de la Protection Maternelle et Infantile, les politiques racialistes et racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité. Nous connaissons les votes de l'extrême droite en France comme en Europe, ils sont toujours défavorables aux travailleuses et aux travailleurs.

Nous sommes conscient·es des enjeux posés aux travailleur·euses et au peuple de notre pays dans cette situation. « Quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat, fou qui songe à ses querelles au cœur du combat commun... » disait Aragon dans une période dramatique. Et pourtant, les conditions existent pour rendre réversible cette prise de pouvoir de l'Extrême-Droite. Pour cela, toutes les luttes, toutes les initiatives, tous les rassemblements sont indispensables et en capacité de construire des perspectives démocratiques, sociales, culturelles, environnementales et solidaires.

Notre pays a les moyens économiques de les mettre en œuvre.

C'est pourquoi nos organisations appellent, avec gravité et en toute indépendance vis à vis des partis politiques, à voter dès le premier tour pour une véritable alternative de progrès et de justice sociale, présente dans le programme du Nouveau Front Populaire. Programme à même d'engager la rupture avec les politiques néolibérales, que nous veillerons à enrichir et dont nous saurons, avec les personnels, nous assurer de la mise en œuvre, en cas de victoire électorale.

Un autre projet de société est à portée de main... Votez et faites voter !

Les Secrétaires Généraux de la CGT AGRI, du SNETAP FSU et du SNUITAM FSU